ACTION URGENTE

DES CIVILS OROMOS ONT ÉTÉ TUÉS ET D'AUTRES BLESSÉS PAR L'ARMÉE

Au moins 22 membres de la population oromo d'Éthiopie ont été tués ou blessés par des soldats dans deux affaires distinctes.

Le 11 février, six camions transportant entre 50 et 60 soldats, et chargés de nourriture, sont arrivés au camp de personnes déplacées d'Hamaressa, en Éthiopie. Des **Oromos éthiopiens** résidant dans ce camp ont encerclé les camions et certains ont essayé de monter à bord des véhicules lorsque ceux-ci sont arrivés sur place. Des affrontements ont alors eu lieu entre les soldats qui accompagnaient les véhicules et les Oromos déplacés. Les soldats ont ensuite fait feu sur les personnes qui encerclaient les camions. Deux personnes ont été tuées - l'une d'entre elles était un policier local qui avait demandé à l'armée de quitter le camp. Après cet épisode, un hôpital voisin a confirmé que quatre personnes avaient succombé à des blessures par balle infligées lors de l'altercation entre l'armée et les personnes déplacées.

En septembre 2016, des centaines d'Oromos éthiopiens ont quitté la région éthiopienne du Somaliland, des affrontements interethniques ayant éclaté entre eux et des Somalis éthiopiens. De nombreux Oromos éthiopiens ont fui après avoir vu des membres de leur communauté se faire expulser, arrêter ou tuer. Des milliers d'Oromos éthiopiens se trouvent toujours dans des camps de personnes déplacées en Oromia.

Le 12 février, en réaction à des tensions entre de jeunes Oromos éthiopiens et des bergers somalis éthiopiens dans la ville de Madawalabu, en Oromia, des éléments de l'armée qui patrouillaient la zone ont ouvert le feu au milieu d'un marché, tuant quatre personnes et en blessant 14 autres, qui appartenaient toutes à la communauté oromo éthiopienne.

Amnesty International déplore vivement le recours excessif et illégal à la force de l'armée éthiopienne dans ces deux cas.

DANS LES APPELS QUE VOUS FEREZ PARVENIR LE PLUS VITE POSSIBLE AUX DESTINATAIRES MENTIONNÉS CI-APRÈS, en anglais, en amharique ou dans votre propre langue :

- demandez aux autorités éthiopiennes de veiller à ce que les forces de sécurité cessent d'employer une force meurtrière et illégale dans le cadre d'opérations de maintien de l'ordre ;
- exhortez-les à diligenter sans délai une enquête indépendante, impartiale, crédible, transparente et approfondie sur les événements lors desquels des Oromos éthiopiens ont été blessés et d'autres tués, et à traduire en justice les responsables présumés dans le cadre de procédures conformes aux normes internationales d'équité et excluant le recours à la peine de mort ;
- engagez-les à garantir que des réparations soient accordées aux victimes et aux familles de victimes pour le préjudice causé.

ENVOYEZ VOS APPELS AVANT LE 3 AVRIL 2018 À :

Ministre de la Défense
Siraj Regassa
FDRE Ministry of Defense
Ras Damtew Desta street
Addis Ababa, Éthiopie
P.O.Box 1373
Fax : +251-111240308
Courriels : info@fdremod.gov.et
Formule d'appel : *Your Excellency*, /
Monsieur le Ministre,

Procureur général
Getachew Ambaye
Jomo Kenyata St.
Addis Ababa
Éthiopie
P.O. Box 1370
Courriels : justabr@ethionet.et

Formule d'appel : *Your Excellency*, /
Monsieur le Procureur,

Veuillez également adresser des copies aux représentants diplomatiques de l'Éthiopie dans votre pays. Insérez les adresses ci-dessous :
Name, Address 1, Address 2, Address 3, Fax numberEmail addressSalutation .

Vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir après la date indiquée ci-dessus. Merci.

AMNESTY INTERNATIONAL

ACTION URGENTE

DES CIVILS OROMOS ONT ÉTÉ TUÉS ET D'AUTRES BLESSÉS PAR L'ARMÉE

COMPLÉMENT D'INFORMATION

Les forces éthiopiennes de sécurité emploient fréquemment une force excessive afin de réprimer les manifestations de masse qui ont lieu dans le pays depuis novembre 2015. Le 2 octobre 2016, des centaines de personnes appartenant au groupe ethnique oromo sont mortes alors qu'elles assistaient à la fête oromo d'Irrecha dans la ville de Bishoftu, après une ruée déclenchée par l'utilisation de grenades lacrymogènes et de balles réelles par les forces de sécurité dans le but de contrôler une foule rétive. Figuraient parmi les morts des personnes sur lesquelles les forces de sécurité avaient fait feu.

Le gouvernement a réagi à ces manifestations de masse en déclarant un état d'urgence qui a duré dix mois, jusqu'à sa levée en août 2017. À peine deux semaines plus tard, de nouvelles manifestations de masse se sont déroulées dans de nombreuses villes de la région d'Oromia. Le 26 octobre 2017, les forces de sécurité ont tué au moins 10 personnes et en ont blessé 20 dans la ville d'Ambo (zone de Choa-Ouest, dans la région d'Oromia). Gadisa Desalegn a déclaré à *Voice of America* que l'unité spéciale antiémeutes des forces de défense, communément appelée Aghazi, était responsable de ces homicides. Les sources d'Amnesty International ont confirmé que les forces Aghazi ont tué un manifestant par balle et en ont blessé un autre. Les autorités de la région d'Oromia ont par ailleurs imputé aux forces nationales de défense la mort de 15 manifestants dans la ville de Chelenko (zone d'Hararaghe-Est, en Oromia) le 12 décembre 2017.

Le 20 janvier 2018, au moins quatre personnes ont été tuées dans la ville de Woldiya, à environ 510 kilomètres au nord de la capitale, Addis-Abeba, dans la région Amhara, lors d'une fête religieuse. Il a été signalé que des membres des forces nationales de défense ont fait feu sur une foule de jeunes gens qui scandaient des slogans antigouvernementaux. Ces événements ont été suivis d'actions de protestation qui ont duré une semaine à Woldiya, et dans les villes voisines de Kobo et Mersa, où d'autres décès ont été signalés.

À la mi-février 2018, le gouvernement a relâché de nombreux prisonniers politiques et décrété un nouvel état d'urgence d'une durée de six mois.

Nom : des Oromos éthiopiens
Hommes et femmes

AU 40/18, AFR 25/7904/2018, 20 février 2018